

Unité inter-départementale Drôme - Ardèche

Valence, le 25 janvier 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/01/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EVVA - Chaufferie Valence

Rue de la Forêt

26000 VALENCE

Références : 20220125-RAP-DAEN0044

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/01/2022 dans l'établissement EVVA - Chaufferie Valence implanté Rue de la Forêt 26000 VALENCE. L'inspection a été annoncée le 22/12/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EVVA - Chaufferie Valence
- Rue de la Forêt 26000 VALENCE
- Code AIOT dans GUN : 0003201219
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non-Seveso

La société Energie Verte de Valence – Site La Forêt – Groupe CORIANCE a été autorisée par arrêté préfectoral du 19 juillet 2019 à exploiter une chaufferie urbaine comprenant deux chaudières Biomasse et trois chaudières (Gaz / FOD) à Valence.

Ce site vient en complément de la chaufferie historique située rue du capitaine Dreyfus à Valence, également exploité par Energie Verte de Valence – Groupe CORIANCE.

Les installations permettent de chauffer environ 5 000 logements, 7 écoles, 1 lycée, 8 bâtiments municipaux, 2 immeubles de bureaux et 1 site industriel et récemment avec le développement au sud du réseau : l'hôpital de Valence et le lycée de Briffaut.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Autosurveillance Air
- Antériorité 2921-2

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Auto-surveillance Air	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.5.1	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Condenseur de fumée	Arrêté Ministériel du 14/12/2013	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de mettre en évidence la prise en compte des attentes de la DREAL concernant le format de l'auto-surveillance.

Toutefois une non-conformité résiduelle, simple à corriger, concernant le calcul des flux de polluants a été mise en évidence.

Enfin, une déclaration d'antériorité a été faite par l'exploitant concernant son condenseur de fumée qui était prévu dans son dossier initial d'autorisation et qui relève désormais de la rubrique 2921-2. L'inspection des installations classées en prend acte.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Auto-surveillance Air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.5.1
Prescription contrôlée : Forme de l'auto-surveillance Calcul du flux
Constats : Suites aux inspections du 30/06/2021 et du 26/08/2021 la forme de l'auto-surveillance est satisfaisante. Toutefois, une non-conformité résiduelle, simple à corriger, a été mise en évidence concernant le calcul des flux de polluants (notamment NOx et CO). Le système est configuré pour sortir le nombre de kilos émis sur le nombre d'heures même si ces dernières ne sont pas complètes (par exemple il est compté deux heures pour un fonctionnement d'une heure et demie). L'inspection précise qu'il faut le nombre de kilos sur le nombre d'heures effectives d'émissions (moyenne en kg/h réellement émis). L'exploitant en prend acte et demandera la modification à son prestataire pour l'ensemble de ses générateurs.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Condenseur de fumée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013
Prescription contrôlée : Antériorité
Constats : Par courrier du 22 décembre 2021, l'exploitant déclare son antériorité au titre de la rubrique 2921-2 de la nomenclature des installations classées. En effet, dans son dossier d'autorisation l'exploitant faisait bien mention d'un condenseur de fumée pour récupérer la chaleur et la valoriser dans les pompes à chaleur. L'arrêté du 14 décembre 2013 relatif à la rubrique n° 2921 qui jusqu'alors ne réglementait que les installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air, de type tours aéroréfrigérantes (TAR), est en conséquence modifié pour intégrer les prescriptions applicables aux installations de récupération de chaleur par dispersion d'eau soumises à déclaration. L'annexe V fixe les dispositions applicables aux installations existantes ainsi que les délais de mise en œuvre (immédiatement, au 1er mars 2022, au 1er janvier 2023 et au 1er janvier 2025). L'inspection des installations classées prend acte de la déclaration d'antériorité.
Type de suites proposées : Sans suite